

INTITULÉ DE L'ÉPREUVE :

Composition d'histoire

- Épreuve écrite

Sujet : « L'État face aux peuples de la Russie et de l'URSS de 1853 à 1991 »

L'épreuve écrite d'histoire s'est déroulée dans le cadre de la Banque d'épreuves littéraires commune aux Écoles normales supérieures (de Paris, Lyon, Cachan), à l'École nationale des chartes et à d'autres grandes écoles. Le jury remanié était constitué de 56 correcteurs et correctrices agréés par l'ENS (26), l'ENS de Lyon (26) et l'École nationale des chartes (4). Ils ont été répartis en binômes qui ont corrigé les copies en suivant les recommandations données par les directions des écoles. Les courbes des notes produites par ces binômes ont été harmonisées afin de garantir le caractère équitable de l'épreuve. Les candidates et candidats étaient au nombre de 4519 (4587 en 2020), 4373 étaient présents, dont 17 ont rendu une copie blanche. La moyenne des notes s'établit à 9,6 (9,72 en 2021, 9,94 en 2020, 10,16 en 2018, 9,68 en 2019). Les copies dont la note est inférieure à 6 représentent 17 % du total, (14 % en 2021), 32 % des copies ont obtenu une note comprise entre 6 et 9,5 (34 % en 2021), 35 % des notes s'étagent entre 10 et 13,5 (36 en 2020) et 17 % des copies ont obtenu au moins 14 (15 % en 2020). *La moitié des candidates et candidats a donc obtenu une note égale ou supérieure à 10, de même que l'an passé.*

Cette stabilité sinon cette progression des résultats signale que les candidates et candidats ont globalement su maîtriser la question mise au concours 2022 : *La Russie et l'URSS du milieu du dix-neuvième siècle à 1989*. Bien conscient du niveau d'exigence et de l'effort que suppose sa préparation, le jury tient tout d'abord à saluer le travail accompli, heureux qu'une fois encore les khâgneux et khâgneuses se soient emparés d'un programme leur permettant de prendre la mesure de l'épaisseur du temps, de la complexité des choses et de la connexité des espaces, tout en ayant pu apprécier, tragiquement depuis février dernier, l'utilité sociale de l'histoire et l'intelligibilité qu'elle peut apporter aux enjeux les plus contemporains. Comme chaque année, les écarts constatés demeurent importants. Ils tiennent à plusieurs facteurs. Un programme ample interrogé par un sujet large et transversal tel que *L'État face aux peuples de la Russie et de l'URSS de 1853 à 1991*, dans l'esprit généraliste de l'épreuve commune d'Histoire, met nécessairement en valeur l'art de la synthèse raisonnée et informée et la bonne compréhension de ses termes, ainsi que va le détailler ce rapport.

Mais il convient de rappeler au préalable que la maîtrise de la langue écrite demeure une exigence fondamentale. Une copie mal orthographiée, à la syntaxe fautive, usant d'un lexique pauvre ou mal maîtrisé ne peut obtenir une note satisfaisante. La fréquence de fautes grossières (pluriel de nom commun en -ent...) interpelle à ce niveau. Il serait bon de faire un sort à une erreur récurrente 19xx au lieu de 18xx, si souvent répétée qu'elle ne devrait plus être tenue pour une négligence bénigne car, dans bien des cas, il s'agit bel et bien d'une confusion fâcheuse.

Il est de même attendu des candidates et candidats qu'ils produisent des textes structurés obéissant aux normes de la dissertation. On ne soulignera jamais assez l'importance cruciale de l'introduction : tout en respectant les séquences attendues et articulées entre elles (amorcer, mettre en contexte, poser le sujet, définir et discuter les termes, problématiser, annoncer le plan), celle-ci doit demeurer une introduction et non un texte plus long que les parties. À l'inverse, la conclusion ne peut être réduite à quelques lignes tracées à la hâte, mais doit nécessairement récapituler les acquis de la démonstration, répondre à la problématique,



ouvrir le sujet (sans découvrir *in fine* le sujet qu'il aurait fallu traiter !). Le plan quant à lui sera apprécié pour sa cohérence, sa clarté et son équilibre, et doit permettre d'éviter les redites. Il appartient à la mise en page de mettre en évidence cette construction : il faut sauter des lignes, se souvenir qu'un paragraphe doit être structuré autour d'une idée principale...

Beaucoup de candidates et candidats, proposent encore des premières parties fournies et regorgeant de détails, mais une dernière partie elliptique, voire résumée en quelques lignes ou manquante. Nous ne pouvons que rappeler aux candidates et candidats qu'il leur est demandé de sélectionner les éléments pertinents au regard du sujet, de choisir avec soin les exemples devant être développés afin de nourrir leur démonstration, non de tenter de jeter par écrit toutes les connaissances accumulées au cours de leur préparation. Dans cette optique, le jeu d'échelles est une façon de faire progresser la démonstration, de l'approfondir (quels sont les relais locaux de l'Etat ?), sans se perdre dans une vaine mise à plat de tout l'Empire. De plus, il est attendu des candidates et candidats non pas qu'ils proposent une suite de fiches, mais qu'ils offrent une réflexion, utilisant les connaissances accumulées au cours de la préparation. Cela implique, ce qui n'a pas toujours été fait que soient examinés avec soin les termes du sujet de façon à dégager une problématique structurante. Faute d'avoir pris en compte le peuple au profit d'un travail tout entier consacré aux peuples, trop de copies s'avèrent unijambistes. La problématique ne doit pas disparaître sitôt l'introduction terminée mais animer l'ensemble de la copie. Une question vague ou triviale, une reformulation parfois maladroite du sujet ne peuvent tenir lieu de problématique, sans quoi la copie dérivera fatalement vers le récit événementiel.

Cela suppose de solides connaissances, mais aussi la maîtrise des notions et du vocabulaire nécessaires : peuples, nations ou ethnies, par exemple ne sont pas des synonymes ; de même, Etat, gouvernement, régime politique, pouvoir central ne sont pas des termes interchangeables. Il faut recourir à bon escient au lexique spécifique : on peut ainsi regretter l'absence de renvoi à la *narodnost'*. C'est dans ce cadre que les exemples prennent sens, et que les détails donnés acquièrent une valeur démonstrative tout en apportant la touche concrète trop souvent absente, sans tomber dans l'anecdote ou l'érudition ; noter que Staline a été commissaire aux nationalités n'est pas un biographème insignifiant, à la différence d'un luxe de détails souvent superflus.

Il nous faut enfin redire que si une mise en contexte des phénomènes étudiés est toujours appréciée, il est attendu des candidates et candidats qu'ils connaissent assez une période qu'ils ont étudiée durant le cours de leurs études secondaires pour éviter ce faisant les erreurs grossières, et par exemple fassent de la Pologne une république soviétique et ce dès l'entre-deux-guerres. L'une des fautes parmi les plus courantes et les plus graves a été d'assimiler les démocraties populaires d'Europe de l'Est aux républiques socialistes soviétiques de l'URSS, ce qui équivaut au hors-sujet.

Le sujet proposé cette année, vaste, s'il permettait à tous les candidats de s'exprimer exigeait d'eux la capacité à connecter entre elles des périodes marquées par de profondes mutations politiques sans en oublier le caractère radical. Le monde soviétique ne peut ainsi être simplement compris comme un Empire russe peint en rouge vif. Le jury a souvent eu à déplorer l'évocation du recours à la violence répressive comme une nécessité ou un « atavisme » russe, introduisant une dose de téléologie dans le raisonnement. Les plans thématiques, entre autres défauts, pour une période d'une telle ampleur et marquée par la rupture de 1917, ont souvent été entraînés dans un relativisme malencontreux et inquiétant, mettant ainsi sur le même plan la répression de l'insurrection de la Pologne en 1863 et le massacre de Katyn.

Les termes du sujet

Si la notion d'Etat en effet trace une forme de continuité du pouvoir politique (apparemment pétersbourgeo-moscovite) sur le temps long, la notion de « peuples » introduit une concurrence politique – c'est le sens de « face à ». La dialectique est en réalité plus complexe

qu'il n'y paraît. Par-delà le changement de régime en 1917, l'Etat et ses institutions évoluent profondément en interaction avec l'émergence de la question du peuple. Parler de peuples au pluriel, c'est interroger la diversité des peuples et leur rapport politique avec l'Etat central ou ses représentations locales, c'est aussi discerner les différentes définitions politiques que recouvre cette notion. En faisant dialoguer l'Etat au singulier et les peuples au pluriel, ce sont des enjeux de légitimité du pouvoir, de conflictualité et d'instrumentalisation par l'appareil étatique de la notion de « peuple » qui sont soulevés, soit le processus même de cristallisation du fait politique.

Les débats philosophico-politiques du XIX^e siècle, qui nourrissent la société russe, constituent la toile de fond initiale de la réflexion. La notion de peuples recouvre les populations et les identités constitutives de la mosaïque impériale russe. Celle-ci traverse, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, de nombreux événements qui la remettent en question et la construisent (« Grand Jeu » en Asie ; débats sur la « russification » et l'identité slave ; etc.). Cependant, le sujet ne se limite pas à un simple dialogue slave entre Etat et nation(s) : la révolution vient refonder ces interrogations autour de la notion de « peuple soviétique » et du projet de création de « l'homme rouge ». Le peuple est l'argument politique central de la révolution. Et pourtant, rapidement, c'est avec les peuples que doit composer le Parti-Etat qui se construit (Staline comme « commissaire aux nationalités » de 1917 à 1922). La construction des institutions politiques dans les années 1920-1930 en est le marqueur le plus fort (particulièrement l'articulation entre les Soviets, le Parti et l'Etat). Mais le projet soviétique doit ensuite faire face à ses propres contradictions puis à différentes formes de contestation « par le bas », venues des peuples. La chute de l'URSS est portée par cette double crise, entre faillite de sa légitimité politique et revendications nationales. Ainsi, dans le double cadre de l'Empire tsariste et de l'URSS, la question « des peuples » prend une connotation toute particulière qui interroge la construction de l'espace public et de la société dans les territoires sous domination russo-tsariste puis soviétique : les réponses apportées à cette dialectique se sont avérées multiples et ont pesé sur la trajectoire de l'Etat russe.

Enjeux et mise en perspective

L'historiographie a, depuis la fin du XX^e siècle, interrogé la notion d'Empire pour aborder une analyse sur le temps long des régimes tsariste puis soviétique, dont la lecture était plus ou moins consciemment focalisée sur le centre des pouvoirs et leur environnement direct. Le renouveau historiographique depuis deux décennies cherche à comprendre de nouvelles dynamiques : le regard post-totalitaire sur la construction de l'Etat central et de son appareil a laissé place à la lecture de dynamiques plus complexes, donnant à voir les marges impériales ainsi que les transactions que le pouvoir central passe avec les pouvoirs locaux. À terme se construisent un projet et une société politique moins transparents que ce que la dialectique politique et la propagande ne laissent croire. Toutefois, la dimension idéologique (et sa déclinaison marxiste-léniniste) ne doit pas être évacuée : l'URSS ne saurait être réduit à un Empire comme les autres.

La complexité du sujet est donc double pour les candidates et les candidats : il s'agit, d'une part, de comprendre les paradigmes autour de la notion de « peuples » (au pluriel) qui évolue et recouvre plusieurs dimensions (de souverainetés politiques, question des nationalités, de construction d'une société révolutionnaire, facteur de contestation contre l'appareil d'Etat, etc.) ; et, d'autre part, de maîtriser des connaissances qui ne sauraient se limiter à l'histoire du pouvoir central (les connaissances sur la « frontière épaisse » à l'Ouest mais aussi sur les Républiques d'Asie centrale sont attendues pour construire la dissertation). Le piège principal consiste à réduire le sujet à une simple lecture politico-institutionnelle « par le haut », et à réciter les grandes étapes de construction idéologique de l'Etat en prenant le peuple comme prétexte sans avoir cerné les particularités de l'enjeu dans le cas russo-soviétique.

Enfin, il est rappelé que les fondements de la philosophie marxiste et son interprétation léniniste s'avèrent des éléments de culture générale nécessaires pour construire la réflexion (lutte des classe, dictature du prolétariat, avant-garde du prolétariat, etc.) sur cet objet. Ce bagage intellectuel n'est pas le monopole de la discipline historique dans le cadre d'un concours de l'enseignement supérieur en sciences humaines.

ANNEXE : plan détaillé

I. L'Empire tsariste face à ses peuples (1853-1917)

1. « *Narodnost'* » : le prix de la défaite et le lien de l'Empire au peuple

À l'heure du déclenchement de la guerre de Crimée, le pouvoir russe se structure autour de trois notions, qui sont trois piliers d'encadrement du peuple et de légitimation du pouvoir : l'orthodoxie, l'autocratie et la *narodnost'* (triptyque de Nicolas I^{er}).

Sur l'Orthodoxie. La posture de Nicolas I^{er} s'inscrit dans l'héritage religieux qui fait du tsar le chef religieux orthodoxe notamment face à l'Empire Ottoman. Or, si l'orthodoxie est un pilier de l'Empire tsariste et de la géopolitique tsariste au XIX^e siècle, l'Empire est caractérisé depuis Catherine II par une politique de « tolérance religieuse » : le rapport à la religion est avant tout politique. Toutefois, le tsar se considère comme le protecteur des Chrétiens (dans un subtil équilibre entre rapport de force face à l'Empire ottoman et lutte contre l'influence des catholiques en Europe de l'Est autant qu'au Levant).

Sur l'autocratie. Nicolas I^{er} est l'héritier de la politique coercitive et autoritaire de Pierre le Grand. Au lendemain de la Sainte alliance (1815), la Russie apparaît comme un des gendarmes de l'Europe. Saint-Pétersbourg adopte une position très conservatrice et autoritaire face à la vague des nationalités en Europe (suscitant une première vague de russophobie dans les communautés et diasporas polonaises), et consolide l'identité politique russe. Cela passe par deux principaux canaux : la constitution d'un corpus de « droit russe » à travers la compilation des lois de l'Empire russe (réalisée dès 1830) et l'instrumentalisation des idées slavophiles pour se distinguer de l'Europe libérale. Dans cette optique de surveillance politique – c'est-à-dire à cette date des élites de l'Empire et hors de l'Empire avec déjà la question des diasporas – la police politique joue un rôle important (appelée 3^e section de la chancellerie impériale, elle devient ensuite l'Okhrana à partir d'Alexandre III).

Sur la *narodnost'*. C'est ici le cœur du sujet : « *narod* » signifie « peuple ». L'enjeu pour le tsar est de créer un peuple « russe » sous son autorité politique. Il s'agit d'une expérience spécifique à la Russie pour essayer de donner un corps à sa « nation », loin des définitions des nationalités forgées en Europe occidentale depuis la Révolution française. A la différence des nationalités du printemps des peuples de 1848, la « *narodnost'* » reste corsetée dans l'idéologie tsariste dont elle constitue un pilier : il s'agit d'encadrer le « génie du peuple » dans l'Etat tsariste. Si la *narodnost'* offre plus de similitudes avec le *Volksgeist* allemand (cet esprit d'une nation qui essaye de trouver son corps socio-politique) qu'avec la définition française de la nation, elle s'en distingue par le fait que ce n'est pas seulement une expression politico-culturelle qui se construit à travers la langue (même si le russe est bel et bien la langue politique qui s'impose), mais un projet politico-institutionnel impérial qui se forge à travers la loyauté au souverain tsariste. Le tsar est le cœur politique slave. La société slave, inégalitaire, est organisée en *soslov'ia* (états, ordres). Cette réflexion autour de la « *narodnost'* » est nourrie par tous les mouvements culturels du premier XIX^e siècle : la littérature russe est un acteur essentiel qui questionne l'identité russe au XIX^e siècle (la notion de *narodnost'* naît dans le sillage de Pouchkine). La guerre de Crimée éprouve la *narodnost'* : elle place l'armée (composée de Russes) au cœur du projet. L'armée elle-même, organisée en *artel* (unité qui reproduit les communautés rurales de Russie avec ses hiérarchies sociales), est pensée depuis la grande guerre contre Napoléon comme une expression directe de la nation russe. La défaite militaire suivie du règlement diplomatique (Traité de Paris 1856) trouve aussi un

écho politique particulier. C'est la « *narodnost'* » qui a été ébranlée à travers la défaite de l'armée russe.

Pour toutes ces raisons, la défaite de Crimée interroge le rapport de l'Etat au peuple : fameux moment de recueillement (« La Russie ne boude pas, elle se recueille » selon les mots d'Alexandre Gortchakov, ministre des Affaires étrangères russes). Alexandre II, qui a pris le pouvoir en 1855, à la fin de la guerre de Crimée, engage une série de réformes, en partie inspirées des Etats bureaucratiques occidentaux dans le domaine économique (efforts d'industrialisation) et militaire (réforme de l'armée) qui visent à moderniser ses outils de pouvoir.

L'abolition du servage en 1861, intégrée dans la grande geste abolitionniste, s'inscrit en réalité dans une réalité propre à la Russie. Le servage était, de fait, largement dilué dans d'autres formes d'encadrement régies par les catégories de la société d'ordre slave (*soslovia*). De cette réforme, une institution ressort renforcée : le « *mir* » (littéralement « univers » ou « monde ») qui désigne la communauté rurale. Elle régit la vie dans le monde rural, largement majoritaire en Russie. L'abolition du servage prend donc un tour conservateur, en faisant du « *mir* » l'horizon de vie des communautés (répartition des terres, levée de l'impôt, conscriptions, corvée, obligations seigneuriales, etc.). Le « *mir* » est le garant de l'ordre social et le relais institutionnel du pouvoir tsariste et seigneurial : il est dirigé par un « *staroste* » ou « *bourmistre* » élu par l'assemblée des familles. Le virage conservateur et traditionaliste que provoque cette gestion de l'abolition du servage se retrouve au cœur de la crise rurale et foncière, et devient un des arguments des revendications sociales rurales de 1905 et 1917.

De manière plus générale, les réformes d'Alexandre II qui intéressent le rapport de l'Etat au peuple restent essentiellement à l'échelle locale. La littérature russe se fait le relais de cette société en mutation avec ses paradoxes, et ses absurdités (Nicolas Gogol avait ouvert cette voie littéraire). Ainsi en 1864 sont créés les « *zemstvos* », c'est-à-dire les conseils de district, pour les 34 provinces de l'Empire. Les « *zemstvos* » deviennent la nouvelle arène des mesquineries et manipulations locales (Anton Tchekhov, fils d'un serf affranchi, fait le portrait de cette vie locale dans *La Maison à mezzanine*). L'instituteur, le médecin et le juge de paix deviennent trois figures centrales de la vie du peuple autour des « *zemstvos* ». Il faut reconnaître à ce train de réformes une volonté d'alphabétiser, avec la multiplication des écoles primaires grâce aux « *zemstvos* » et une augmentation significative du nombre d'étudiants – et d'étudiantes, avec la figure de la « *koursistka* » (même si la société reste hiérarchisée). Cet effort concourt à la généralisation de la langue russe comme outil de pouvoir.

Une réforme tient enfin une place à part : à partir de 1874 est mis en place le service militaire obligatoire. Cela bouleverse dans le fond comme dans la forme le rapport du peuple à l'armée. En termes numériques : ce procédé permet de lever d'importants contingents à travers tout le pays et de garantir une armée forte d'un million d'hommes en 1914. En termes tactiques : l'armée quitte le modèle des « *artel* » pour se moderniser et répondre aux critères disciplinaires et organisationnels plus modernes.

Ces réformes présentent de nombreuses limites : la première est qu'elles interrogent l'idéologie étatique ou ne portent qu'à l'échelle locale. C'est par les marges que peut être mieux abordée la question du lien que l'Empire tsariste entretient avec ses peuples... dans leur diversité, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle.

2. L'Etat impérial, ses peuples et ses marches : un Empire comme les autres ?

Le ressentiment, lié à l'idéologie tsariste et à l'effet de la défaite de 1856, réoriente les horizons géopolitiques de l'Empire russe. La frontière devient un enjeu majeur, qui change de



signification selon les zones géographiques (vers l'Europe ou vers l'Asie). Ces périphéries interrogent doublement le centre étatique : dans la dimension impériale de ces marches et de la gestion de ces peuples (du centre vers la périphérie) et dans ce que chaque territoire apporte à la redéfinition de la nation russe après 1856 (des périphéries vers le centre). Pour comprendre ces dynamiques, il convient de rappeler leur articulation dans l'orientation identitaire du régime : l'affirmation d'une slavophilie d'Etat a été complétée par la réflexion sur l'ouverture asiatique de l'Empire (portée par des penseurs tels que Dostoïevski).

Effet direct de la défaite de 1856 et des réformes d'Alexandre II, la Russie s'engage dans une politique coloniale... à ses frontières. Ce phénomène ne commence pas sous Alexandre II. Dans la décennie 1840, le Kazakhstan a été conquis. Surtout, en 1859, la reddition de l'imam Chamil (en guerre sainte contre la Russie dans le Caucase depuis 1835) constitue un moment important. Après la conquête du Caucase du Nord qui se clôture par cet épisode, Saint-Pétersbourg lance son action militaire en direction de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient, dans une logique de sphère d'influence. En Asie centrale, celle-ci s'inscrit rapidement dans le « Grand Jeu » dont l'un des principaux acteurs russes est le général et diplomate panslaviste Nikolaï Ignatiev. La progression russe s'appuie sur les conquêtes du Kazakhstan réalisées dans les années 1840 et se poursuit vers le Sud. Dès 1867 est créé un gouvernement général du Turkestan, épicerie de la géographie de la conquête coloniale. Avec le Caucase du Nord, du Kazakhstan et du Turkestan, l'Empire « absorbe » sa plus grande masse de sujets... musulmans (interrogeant directement la profession de foi orthodoxe qui régit l'Empire). Les musulmans représentent à la fin du XIX^e siècle 11 % de la population de l'Empire. En Asie centrale, l'Empire est à la fois colonial et dans le prolongement territorial de la Russie obligeant à de nombreux aménagements. Par-delà l'appareil tsariste du gouvernement général, Saint-Pétersbourg opte pour une gouvernance fondée sur l'accommodement, car l'administration tsariste vise principalement des objectifs militaires et fiscaux. Les trois khanats du Turkestan sont défaits mais leur destin varie suivant le comportement politique face à l'Empire : Khiva et Boukhara conservent leur statut d'Etats sous protectorat tandis que la rébellion de 1876 fait perdre au Kokand ce statut (il devient une région de l'Empire). Surtout, en l'absence de structures comparables aux « *soslovia* », l'ordre social musulman demeure dans ces territoires, comme dans tous les territoires musulmans conquis : la charia (loi islamique) continue de régir la société, sans immixtion de la loi russe. Saint-Pétersbourg organise les territoires à travers les « *muftiats* », qui constituent la réplique institutionnelle des diocèses orthodoxes pour créer un cadre administrativo-religieux sous le contrôle du tsar et de son ministère de l'Intérieur. Le rôle des cosaques, comme interface sociale envoyée par la Russie pour coloniser l'Asie centrale (le Kazakhstan dès le XIX^e siècle, et le Turkestan au début du XX^e siècle), constitue également un élément particulier dans l'interaction entre l'Empire et ses colonies asiatiques.

C'est bien l'hétérogénéité sociale, religieuse et nationale qui domine dans ces marches musulmanes – avec la part de conflits locaux, fonciers, économiques et sociaux en contexte colonial, rendus plus sensibles avec l'arrivée de colons. Cependant ces processus ont bien intégré ces régions, d'une manière originale, à l'Empire : ces populations musulmanes, au fil de la colonisation, ne sont plus traitées comme des « *inorodtsy* » (« d'extraction différente » dans le sens d'allogène ou indigène) mais bien comme des sujets à part entière.

Parallèlement à sa politique asiatique, Saint-Pétersbourg développe une politique de russification en direction de sa frontière européenne. Cette notion s'est forgée tout au long du XIX^e siècle, tout particulièrement contre la Pologne, au lendemain des insurrections de 1830-1831 et de 1862-1863. Au lendemain de 1863, les gouverneurs généraux de Varsovie appliquent avec violence cette politique de russification, visant tout particulièrement les élites. Toutes les institutions qui incarnent la nation polonaise sont spécifiquement ciblées : la noblesse, l'église catholique (les églises comme les monastères), l'Université de Varsovie ou encore les lycées. Les Polonais sont interdits d'acquérir des terres dans les provinces

occidentales de l'Empire (Lituanie, Biélorussie et Ukraine sur la rive droite du Dniepr). Cette politique se développe sans relâche durant plusieurs décennies, et se formalise avec toute une série de lois impériales. Cette politique affecte tous les peuples que Saint-Pétersbourg soupçonne d'être « infectés de polonisme » : Biélorusses, Ukrainiens, Lituaniens, mais à la différence des Polonais, ces peuples sont considérés comme des nations faisant partie intégrante de l'Empire.

L'Ukraine occupe une place particulière, notamment ses communautés de l'Est, qui sont russophones et considérées comme appartenant à la nation russe malgré leur participation pleine et entière aux institutions ukrainiennes. Les gouverneurs généraux russes combattent tout particulièrement des marqueurs distinctifs de l'identité ukrainienne : l'église et la langue nationales, l'uniatisme, considérée comme un relais de l'influence catholique de Rome. À la fin du XIX^e siècle, des violents combats identitaires se nouent autour de la langue et de l'histoire, entre les élites de Kiev qui revendiquent une spécificité linguistique (voir la monumentale histoire de l'Ukrain-Rus') et l'administration qui s'emploie à la nier. Les communautés arméniennes et géorgiennes connaissent le même processus de russification qui cible les églises chrétiennes locales et les langues nationales.

Enfin, dans les territoires baltes et en Finlande, la politique de russification s'inscrit dans un contexte particulier : celui d'une construction de pouvoirs institutionnels (déploiement des gouverneurs généraux russes à partir de la décennie 1880) sur fond de concurrence identitaire avec le nationalisme prussien (les élites lettonnes et estoniennes ont en mémoire la domination des seigneurs germano-baltes). Mais Saint-Pétersbourg est conscient des difficultés et des sensibilités auxquelles il doit faire face : les églises luthériennes ne sont pas combattues et lors de sa prestation de serment en 1894, Nicolas II promet de respecter les libertés du grand-duché de Finlande, de sorte que plusieurs élites civiles ou militaires choisissent le camp de la Russie, tant que leurs libertés sont préservées au sein de l'Empire. Mais le manifeste de 1899 qui viole les droits du Parlement du grand-duché de Finlande et remet en question les liens personnels entre l'empereur Romanov et le grand-duché constitue un motif de crise politique ; de sorte que des mouvements nationalistes clandestins finlandais voient le jour.

3. Empire multinational versus Empire moderne

En 1897, l'Empire dresse pour la première fois un grand recensement des populations à travers tous les territoires de l'Empire avec un but précis : connaître les peuples qui le composent pour améliorer la fiscalité, élément central de la politique de modernisation.

Il s'agit pour l'historien de la première photographie des peuples de la Grande Russie. Plusieurs conclusions en émergent : l'Empire tsariste est certainement l'un des plus multinationaux d'Europe ; la question pour plusieurs penseurs intellectuels et politiques est de savoir s'il faut « unifier » ces communautés en une seule nation russe ? La « russification » est-elle le gage du processus de modernisation entrepris par la dynastie Romanov depuis la défaite de Crimée ? Ou au contraire l'Empire ne fonctionne-t-il que parce qu'il est multinational et que ses peuples y conservent des spécificités sous la domination de l'appareil politico-institutionnel russo-tsariste ? Au fond, le paradoxe est que l'identité russe est avant tout l'identité de l'Empire (au sens politico-institutionnel) plus que de ses peuples. Mais la question des nationalités, la question du régime politique et la question sociale ont introduit de nouvelles dimensions pour interroger la relation que l'État russe entretient avec ses peuples en cette fin de XIX^e siècle. Par-delà les spécificités géopolitiques de l'Empire celui-ci est marqué par la tension entre sa volonté de devenir une puissance moderne face à l'Europe et sa structure sociopolitique inégalitaire à tous niveaux. Ainsi, les peuples de l'Empire sont juridiquement partagés entre sujets impériaux et « *inorodtsy* », qui correspondent essentiellement aux populations nomades d'Asie. Pourtant, l'Empire nourrit une relation qui peut être qualifiée d'inégale ou d'asymétrique envers ses peuples, entre les processus de colonisation et de russification. Du reste, les critères pour établir les catégories de ce recensement donnent à

voir les peuples à travers trois principaux marqueurs : la langue maternelle, la confession religieuse et la catégorie socio-professionnelle (« *soslovnia* »).

Le cliché de 1897 cache toutefois une dimension du rapport de l'Etat aux peuples. Le système impérial n'est pas fondé que sur le paradigme officiel de la modernisation, entre accommodement et russification des populations. Il est aussi fondé sur la discrimination de la communauté juive. Plus que quiconque, les juifs sont les « *inorodtsy* » de l'Empire, qui ne doivent ni cohabiter ni être russifiés. Ils disposent de leur leurs propres organisations (« *shtetls* » ou village et « *kahal* » ou conseil traditionnel). Au lendemain de l'assassinat d'Alexandre II en 1881, des campagnes antijuives rythmées par les pogroms sont menées par l'Etat. Une législation explicitement antijuive voit le jour tandis que l'Okhrana active des thèses anti-juives (*Protocole des sages de Sion* en 1895). Cela a pour conséquence la désagrégation de la société *yiddish* de Russie. Beaucoup vivent en ville hors de la tutelle des institutions juives et du rabbin (environ 300 000) et choisissent l'exil (près de deux millions entre 1881 et 1914).

En 1897 l'Etat n'est déjà plus seul à définir les peuples, de nouvelles forces politiques s'y emploient. La question politique et sociale s'invite dans le débat, sans que le pouvoir n'en prenne la mesure. On passe ainsi de la notion des peuples de l'Empire à la question du peuple politique. La révolution de 1905 en est la première cristallisation. Deux grands courants de modernisations politiques combattent l'autoritarisme tsariste à partir des années 1890 : d'un côté, les libéraux, partisans d'une monarchie constitutionnelle, d'un autre les adversaires de l'Empire Pour ces mouvements socialistes et révolutionnaires la question des nationalités participe directement des réflexions sur la société égalitaire marxiste : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est inscrit dans le programme du POSDR de 1903 et les SR adhèrent à la II^e Internationale socialiste en 1904.

À la suite de la défaite de la guerre russo-japonaise, la contestation politique est plus forte que jamais (alors que le gouvernement a initialement espéré que cette guerre puisse ressouder la Russie derrière le tsar). Des campagnes de banquets et de pétition font émerger des revendications populaires, que des élites élues des « *zemstvos* » (notamment les nobles libéraux) s'efforcent de porter : moins d'impôt et plus d'accès à la terre dans les campagnes. Ce mouvement est doublé par des grèves ouvrières et des manifestations d'étudiants. Des « *soviets* » (assemblées) apparaissent dans les usines à l'instigation des SR et du POSDR (ce dernier divisé en deux courants : les « *mencheviks* » et les « *bolcheviks* ») : ils se veulent une instance politique de représentation des travailleurs. La contestation gagne le monde rural avec des émeutes paysannes. Les soviets deviennent l'outil de travail de l'avant-garde du prolétariat dans une lecture marxiste des événements révolutionnaires. Des expériences politiques éphémères voient le jour, à l'image de Républiques autonomes comme celle de Gourie en Géorgie. Face à cette révolution, l'Etat adopte une politique de répression sévère. Mais il doit malgré tout céder en partie : le manifeste du 17 octobre 1905 (rédigé par Witte) adopte la création d'une Assemblée (la « *Douma* »), la fin des discriminations et les libertés fondamentales (en 1906, le tsar perd son pouvoir illimité). La Douma se compose de 500 députés qui sont censés représenter politiquement le(s) peuple(s). L'élection des députés est censitaire et régie par des curies (vote masculin des sujets de plus de 25 ans) ; le pouvoir a favorisé deux catégories issues du monde rural, les propriétaires fonciers et les paysans, mais les ouvriers disposent quand même d'une représentation ; les non-Russes (juifs et nomades) disposent également de députés. Mais le pouvoir a surreprésenté les populations russes par rapport à celles des périphéries (notamment les Polonais) ; seuls les Finlandais n'ont pas de député car leur statut d'autonomie a été restauré (les lois sont votées à la Diète finlandaise). La représentation des peuples à la Douma n'est donc pas égalitaire. En somme, la modernisation de l'Empire passe par la voie libérale d'une expérimentation de monarchie constitutionnelle acceptée par Nicolas II. Le tsar souffre difficilement l'existence de la Douma en ce qu'elle change profondément le sens des légitimités politiques et du rapport de l'Etat

au(x) peuple(s) de l'Empire. Le compromis politique de 1905 reste fragile car deux conceptions du peuple – et par conséquent du rapport à l'Etat – émergent et s'opposent.

Avec la déclaration de guerre de 1914, et alors que la crise socio-politique s'est rallumée par endroits depuis 1905 la Russie affiche une « Union sacrée ». L'Empire et son peuple font bloc autour du tsar et de son armée, qui n'a socialement plus rien à voir avec celle de la guerre de Crimée : elle se veut désormais un creuset du peuple russe. Le nationalisme russe domine sur le front comme à l'arrière, activant des références slaves face à l'ennemi allemand (slavisation de Saint-Pétersbourg en Petrograd). Mais à la suite de la défaite de Tannenberg en 1914 (mise en scène par le Reich allemand qui la présente comme une revanche des chevaliers Teutoniques), le nationalisme russe se retourne vers les « ennemis de l'intérieur », au premier chef les communautés allemandes de Russie, tandis que l'instrumentalisation de la question des nationalités interroge l'Union sacrée russe (conférence des nationalités de Lausanne en 1916 – soutenue par Berlin). Au moment de la Première guerre mondiale, la Russie, décrite comme un colosse aux pieds d'argile n'a pas tranché la question du rapport entre l'Etat et ses peuples. L'Etat tsariste n'a pas su trouver le format de représentation politique du peuple en Russie. Le compromis de 1905 reste une cote mal taillée. Or, aucune guerre (ni la guerre de Crimée ni la guerre russo-japonaise) n'a amené les éléments de consolidation de la relation entre l'Etat et le peuple comme l'espérait le pouvoir tsariste. La Première guerre mondiale lui est fatale.

II. Des Républiques soviétiques, un seul peuple soviétique (1917-1945) ?

1. Révolution du peuple ou révolution des peuples ?

Le paradoxe de l'année 1917 est qu'aucune des deux alternatives imaginées, la démocratie parlementaire bourgeoise et la démocratie populaire des Soviets, ne va triompher. Si les deux expériences sont jouées, c'est un autre modèle inédit qui va prendre corps à travers le projet léniniste et l'URSS. Or, cette trajectoire n'est rendue possible que par le double questionnement autour du peuple : quel processus pour le représenter et quelle place pour la question des nationalités après l'Empire ? À terme, la double réponse à ces questions doit permettre de voir naître « l'homme rouge », incarnation du peuple selon l'Etat soviétique naissant.

Lénine a composé un corpus de références pour penser la question des peuples en Russie, en plus du prisme marxiste de la lutte des classes. Dès 1914, il parle de « prison des peuples » pour dénoncer la politique nationale / des nationalités au sein de l'Empire tsariste. Avec ses Thèses d'avril 1917, il se déclare partisan de l'autonomie nationale et culturelle et fait adopter cette position par le Soviet de Petrograd, tenu par les Bolcheviks. En novembre 1917, la Déclaration des droits des peuples de Russie proclame « l'égalité et la souveraineté des peuples de Russie. » Pour Lénine, la question des peuples, synonyme de nationalités, est une question provisoire, car le but final est bien l'avènement du pouvoir du prolétariat avec la constitution d'un Etat bolchévique : en ce sens, la question des nationalités lui importe moins que le passage le plus rapide possible à l'étape de dictature du prolétariat. Dans cet esprit, les élections locales et le vote pour l'Assemblée constituante en 1917 qui voient le succès de nombreux partis défendant les identités nationales (mencheviks géorgiens, dachnaks arméniens, SR Ukrainiens) ne constituent pas initialement un problème dirimant – mais elles le deviennent au lendemain de la guerre civile.

La stratégie de Lénine est de noyauter les Soviets par ses partisans bolcheviks. De la révolution de Février à celle d'Octobre, les Soviets constituent une incarnation politique alternative ou « par le bas » au gouvernement provisoire. Pour Lénine, la stratégie consiste à

faire valoir cette légitimité politique au nom du peuple contre la démocratie libérale bourgeoise, au nom de la lutte de classes. L'objectif est de parvenir à contrôler ces instances qui fleurissent en 1917 pour incarner la voix du peuple contre l'Etat bourgeois, puis pour conquérir l'Etat. Il s'agit pour lui d'imposer son parti, minoritaire, face aux autres factions révolutionnaires au sein des Soviets. Toute cette mécanique de l'année 1917, cristallisée après la révolution d'Octobre et qui sert de matrice au futur Parti-Etat (d'où le qualificatif politique de « soviétique ») permet de poser institutionnellement la légitimité marxiste du parti bolchévique pour parler au nom du peuple et de prendre les rênes de l'Etat.

La guerre civile, conduite par Trotski, constitue une épreuve construisant le peuple révolutionnaire dans la violence politique (voir les thèses sur l'ensauvagement). Cette construction passe par des institutions révolutionnaires : l'Armée rouge et la Tchéka, qui fonctionnent comme des forces politico-militaires d'encadrement du peuple, ce qui correspond à la phase de dictature du prolétariat. La création de l'Armée rouge dirigée dans chaque unité par le binôme commandant militaire et commissaire politique, le ralliement d'officiers compétents, ou encore le rétablissement de la conscription dès 1918 sont autant d'éléments qui entendent faire de l'Armée rouge un corps politique du peuple révolutionnaire. À l'inverse, pour lutter contre l'ennemi intérieur qui se cache parmi le peuple, est créée la Tchéka (future Guépéou, NKVD puis KGB) ou police politique, confiée à Félix Dzerjinski. Elle incarne le processus de répression politique qui commence avec la « Terreur rouge ». L'Etat bolchévique présente à ses peuples, dès sa naissance, une face coercitive et répressive qui l'inscrit à la suite des violences d'Etat de son prédécesseur tsariste dans les imaginaires populaires. La propagande, tant ouvrière, politique que militaire, ne suffit pas à faire oublier cette dimension très spécifique du rapport de l'Etat bolchévique (puis soviétique) au peuple.

Durant ce contexte de révolution et de guerre civile, Lénine et Trotski adoptent une ligne internationaliste révolutionnaire. Leur idée est de désarmer le nationalisme et de préparer l'homogénéisation dans le grand ensemble socialiste qui doit sortir de la révolution russe – antichambre de l'avènement de « l'homme rouge ». La révolution bolchévique considère que la liquidation de l'ordre ancien doit laisser place à une adhésion des peuples à la révolution bolchévique. La logique de lutte des classes prime sur toute autre lecture avec Trotski. Dans cet esprit, le Parti communiste (nouveau nom du parti bolchevik à partir de mars 1918 et incubateur du PCUS) accompagne de nombreux mouvements frères pour communier dans la révolution à travers les anciens territoires de l'Empire – et au-delà. C'est dans cet esprit qu'est fondé en mars 1919 la III^e Internationale ou Komintern, dirigée par Grigori Zinoviev (qui plaide pour la bolchévisation des partis communistes). Un effort tout particulier est porté en direction des peuples d'Asie : le congrès de Bakou de septembre 1920 est le premier congrès des Peuples d'Orient ; la révolution renoue ici plus ou moins consciemment avec le front pionnier de l'Empire russe en direction de ses marches du sud. Pourtant, dans cette dynamique de révolution et de guerre civile, des forces territoriales contradictoires voient le jour sur ses confins, notamment sur la frontière occidentale.

La réflexion autour du peuple révolutionnaire reste donc profondément inachevée, car le destin de la guerre civile ne peut suffire à déterminer les contours du peuple voulu par l'Etat révolutionnaire moscovite entre 1918 et 1921. Pour faire face à cette question des nationalités au cœur de la révolution et de la guerre civile, le pouvoir bolchévique se dote d'un organe inédit : le commissariat du peuple aux nationalités confié à Joseph Djougachvili dit Staline. Personnage aux identités multiples originaire de Géorgie, il s'est penché sous l'influence de Lénine sur la question des nationalités avant 1917. Faisant avec Lénine l'expérience révolutionnaire bolchévique d'un anti-Empire russe, contre-modèle des Etats-nations soutenus en Europe centrale par le traité de Versailles, ils intègrent dans leur schéma les complexités héritées de l'Empire multinational. Depuis son poste de commissaire aux nationalités, Staline prône une autonomisation nationale-territoriale au sein de la Russie.

C'est lui qui va devenir l'architecte de l'URSS en s'appuyant sur les constructions politiques de son commissariat aux nationalités plus que sur le sort des armes de l'Armée rouge. Il est le point d'entrée des partis communistes qui ont fleuri à travers les territoires de l'ancien Empire ; il opte pour des alliances et des intrigues locales, en privilégiant par tous les moyens la promotion des bolcheviks face aux autres tendances. Depuis son commissariat aux nationalités, il finit par bâtir au début des années 1920 un ensemble de républiques socialistes et de régions autonomes, en lien ou parfois en conflit avec les élites communistes des anciennes marches de l'Empire, mais toujours en affermissant l'autorité du Parti communiste, dont il inaugure la nouvelle fonction de secrétaire général. Ainsi constitue-t-il la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR), dans laquelle toutes les Républiques sont officiellement à égalité, mais où tout le pouvoir de l'appareil politico-institutionnel de la révolution est concentré à Moscou, entre les mains de l'appareil central du Parti. Il n'hésite pas à faire preuve de brutalité pour « casser » les opposants intérieurs, à l'image de l'affaire géorgienne (liquidation des mencheviks en 1921 puis des bolcheviks modérés en 1922 au sein de la République socialiste soviétique de Géorgie). La ligne de Staline, qui s'affirme au début des années 1920 en opposition à l'internationalisme de Trotski, est d'opter pour un système fédéraliste au sein d'une union de Républiques soviétiques. Le prix à payer est la constitution de frontières « intérieures » contraires à l'internationalisme révolutionnaire. Or, à la veille de sa mort, Lénine n'a pas voulu ou pu trancher clairement ce point : d'inspiration internationaliste avec Trotski, il a toutefois adopté les thèses fédéralistes de Staline par pragmatisme pour permettre au projet révolutionnaire de prendre corps. C'est sur ces termes fédéralistes que l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) est créée en 1922, autour de l'union fondatrice de quatre Républiques socialistes : la RSFSR (qui a « encapsulé » tout un ensemble de Républiques socialistes créées par Staline), la RSS de Biélorussie, la RSS d'Ukraine et de l'éphémère République socialiste fédérative soviétique de Transcaucasie ; Staline impose « sa » conception du rapport entre l'Etat et les peuples.

2. Le peuple, les soviets et l'Etat : Staline, le « Père des peuples » ?

Dans les années 1920, pour asseoir son pouvoir, la ligne de Staline est la suivante : création de la RSFSR et de l'URSS, affirmation du rôle du Parti qu'il contrôle, mise en place des politiques de discriminations positives des nationalités et des classes dominées – c'est sur ce dernier point qu'il trouve son point d'équilibre idéologique originel face à l'internationalisme de Trotski.

Le congrès du Parti communiste de 1923 pose la question des nationalités, tandis que Lénine quitte la scène politique et que l'affrontement entre Staline et Trotski émerge... sur fond de sortie de guerre civile et d'instauration de la NEP. La priorité est de rebâtir l'Etat bolchévique, ses territoires et ses peuples. Staline présente à ce congrès ses *Notes sur la question nationale* : il y réaffirme la nécessité d'égalité formelle entre les nations, le transfert de prérogatives politiques vers les Républiques qui constituent la RSFSR et l'URSS (dans la mesure où le Parti contrôle les rouages de plus en plus étroitement) et la discrimination positive en faveur des anciennes nations dominées. C'est surtout le principe de « *Korenizatsia* » qui est retenu au congrès de 1923 : littéralement, cela signifie « enracinement ». C'est en fait une politique « d'indigénisation » qui est conduite par le Parti pour s'implanter dans tous les territoires de la RSFSR et de l'URSS. Elle a été pensée et construite à partir de l'expérience politique conduite au Turkestan depuis 1919, qui a oscillé entre ralliement des élites et risques de dérives nationalistes lorsqu'ont été avancées des thèses panislamistes et panturques (cas de Sultan Galiev) – Moscou doit alors reprendre la main en Asie centrale et invente la dénonciation du « déviationisme nationaliste » : Staline en tire la leçon qu'il faut « enraciner » les thèses du Parti pour faire triompher la ligne de Moscou, au prix de concessions sur les nationalités. La constitution de 1924, qui sort des travaux du congrès de 1923, porte les

marques de ce compromis. Il en ressort au milieu des années 1920 ce qui a pu être qualifié de « printemps des peuples » à l'heure de la NEP... qui n'a finalement qu'un temps : ces concessions (promotion d'identités nationales ou d'ethnisation des Partis locaux) ne durent que le temps d'enracinement de la politique du Parti à travers les territoires de l'ancien Empire. L'acmé de cette descente du politique jusqu'au village à travers la « *korenizatsia* » correspond au recensement de 1926, photographie des peuples de la Révolution bolchévique : 198 nationalités et 80 langues sont recensées. Contrairement à 1897 où la nationalité est objectivée par des critères, en 1926 la nationalité est un fait de conscience. Déjà, on peut deviner quelques prémisses du retournement à venir dans les années 1930 : la politique de « passeportisation » (établissement de passeport individuel pour chaque citoyen soviétique) consacrée en 1932 est l'aboutissement de cette trajectoire ; le cinquième point du passeport correspond à la nationalité personnelle qui devient à partir de là un marqueur socio-politique au sein de l'URSS. Le virage politique des années 1927-1928, qui voit les premières purges politiques et la prise en main du système par Staline, illustre le changement d'époque : le « déviationniste nationaliste » est désormais sévèrement combattu par le Parti maintenant que le système est bien ancré.

Dans les années 1930, Staline lance sa politique de refondation de l'URSS et de tout le système du Parti-Etat. Toutes les concessions initiales envers les nationalités sont remises en question pour permettre le pouvoir du peuple à travers le Parti-Etat : c'est l'heure du peuple soviétique contre les nations (et leur déviationnisme). Staline considère que toutes ces « petites patries » ne doivent jamais tendre vers des Etats-nations qui adhèreraient librement à l'URSS, mais sont des outils de fusion au bénéfice du grand peuple soviétique. Sur la base des acquis de la conquête du pouvoir bolchévique par les soviets, une stratégie de construction d'un Parti-Etat est entreprise par Staline dans les années 1930. Le système stalinien est couronné en 1936 par la promulgation d'une nouvelle constitution, décrite comme « la plus démocratique du monde ». De fait, le système étant verrouillé, la mécanique du parti de masse est consacrée par la proclamation du suffrage universel direct (mais avec toujours un seul parti autorisé). Formellement, les peuples soviétiques sont représentés au niveau du Soviet suprême, composé du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités, créés par la constitution de 1936. Ce système, décliné aux échelons locaux, républicain et de l'URSS, repose sur la fusion des institutions du PCUS et de l'Etat, dans lesquelles le Parti contrôle les institutions de l'Etat et nomme aux institutions les candidats du système. Dans une lecture idéologique marxiste-léniniste, cette formule doit consacrer la phase de dictature du prolétariat : dès lors, le PCUS prétend incarner la souveraineté du peuple soviétique (le peuple-Etat). Le PCUS est le parti unique auquel tous les citoyens doivent adhérer, recueillant ainsi leur légitimité « par le bas ». Mais ce rapport entre Parti et Etat est aussi une manière d'encadrer et de discipliner le(s) peuple(s) pour construire le nouvel « homme rouge ». Une révolution culturelle est entreprise par le Parti-Etat. Cela passe par la promotion de nouvelles élites, à partir d'une grande opération de renouvellement des cadres (notamment parmi les fonctionnaires, qui sont très souvent issus de l'ancien régime dans les années 1920). La politique d'éducation a pour vocation de promouvoir des enfants du peuple (prioritairement parmi les fils d'ouvriers – le marteau – et de paysans – la faucille –, les deux piliers populaires de l'URSS). Le PCUS entend procéder à une révolution culturelle. L'encadrement de la jeunesse est assuré dans cette politique de masse par les komsomols (organisations de jeunesse), créés dès 1918. Il existe un volet coercitif et répressif à ce rapport entre l'Etat et le(s) peuple(s) soviétique(s) qui passe par un rôle central de la police politique (la Guépéou devient le NKVD). À l'échelle locale, le Parti-Etat est représenté par une troïka qui représente « l'œil de l'Etat » sur le peuple : le chef local du Parti, le chef local du NKVD et le chef local du Soviet (le dispositif de répression est complété par le Goulag). Le dirigisme socio-économique de l'Etat se décline aussi à travers de grandes opérations de restructuration de la société, tout particulièrement dans les mondes ruraux : la collectivisation et la dékoulakisisation remodelent

en profondeur le visage de la société rurale dans les années 1930 avec la mise en place de sovkhozes et de kolkhozes.

Ce rapport de l'Etat au(x) peuple(s) varie selon les géographies politiques, par-delà la propagande d'une société égalitaire. À partir de 1935, la « frontière épaisse » se construit comme un espace politique, qui affecte le rapport des peuples à l'Etat soviétique. Cette politique se compose de deux principaux volets : les efforts de russification désormais à travers le contrôle du Parti communiste, et la constitution de la zone frontière. De « spéciale » (il faut un visa ou « *propiska* »), celle-ci devient « interdite ». Tout cela provoque des déplacements forcés ou des déportations de populations, créant une déstructuration de certaines sociétés et un brassage violent des peuples d'URSS, sous prétexte de briser l'ordre ancien et faire advenir « l'homme rouge » (il est alors question des « colons spéciaux »). Cette politique de la frontière spéciale / interdite est étendue à l'Asie centrale (frontière méridionales) et à l'Extrême-Orient (frontière orientale) à partir de 1937. Le Kazakhstan devient un territoire affecté en premier lieu par ce *melting-pot* forcé, avec l'accueil de populations déportées. À l'inverse, les figures du cosaque rouge et du vétéran de l'Armée rouge deviennent l'emblème d'une forme de repeuplement des zones frontières et des zones spéciales vidées de leurs populations déplacées.

Pour sa propagande politico-personnelle, Staline se fait surnommer « le Père des peuples ». Ce surnom a plusieurs références : il a été employé dans la Russie tsariste (Pierre le Grand a été surnommé « Père de la nation ») ; dans son cas le caractère propagandiste se décline avec son profil de commissaire du peuple aux nationalités qui en a joué pour créer l'URSS. Ses surnoms se déclinent en « grand guide des peuples » (великий вождь народов) ou encore « père des peuples » (отец народов). La décennie 1930 présente un nouveau visage dans le rapport entre l'Etat soviétique (dont l'architecture est désormais solidement posée) et les peuples (qui deviennent la cible et l'acteur de la révolution pour créer « l'homme rouge »). Les années 1940, sur les jalons des grandes réformes des années 1930, constituent une acmé stalinienne dans l'appel à la guerre patriotique.

3. La grande guerre patriotique et ses conséquences

Le pacte germano-soviétique d'août 1939 laisse deux ans à l'URSS pour se préparer mais aussi poursuivre, aux frontières, sa politique agressive. À la fin des années 1930, Staline a peu à peu réhabilité l'histoire de l'Etat russe sur le temps long, en intégrant le passif impérial pour justifier la cohérence dans la durée des ambitions soviétiques vers les territoires de l'Est.

À la faveur du pacte germano-soviétique, Staline annexe la partie orientale de la Pologne, la Bessarabie puis les Etats baltes, qui sont annexés entre 1939 et 1940. En Finlande, ce scénario échoue et la guerre éclate avec l'URSS. Cet élargissement de l'URSS a des conséquences pour les peuples, qui voient leurs identités politique, sociale et juridique profondément bouleversées à l'heure du contrôle des peuples par le système soviétique (par exemple, en Europe de l'Est, les nouvelles populations annexées sont partagées entre deux lignes officielles nationales : ukrainienne et moldave). Il est frappant de noter que la géographie d'expansion soviétique sous Staline renoue avec les ambitions tsaristes sur la frontière ouest, et repose les mêmes questions sur les identités nationales ; c'est aussi l'occasion de régler certains comptes plus récents avec la Pologne (qualifiée de « rejeton monstrueux du congrès de Versailles » par Molotov).

Le 22 juin 1941 est lancée l'opération « Barbarossa » : les troupes allemandes traversent rapidement les plaines d'Ukraine et de Biélorussie pour venir porter la guerre sur le territoire de la RSFSR. Les troupes nazies ont pu apparaître dans un premier temps comme des « libérateurs » dans les territoires de l'Ouest, mais se comportent rapidement comme des



occupants, ne mènent aucune politique en faveur des nationalités et procèdent à des politiques de réquisition économique et de répression politique qui ne les distinguent guère des soviétiques aux yeux de la majorité de la population (ce constat peut être nuancé par endroits localement).

Face à cette débâcle, Moscou prend des mesures énergiques. Militairement, avec les batailles de Moscou (1941-1942) et de Stalingrad (1942-1943), l'Armée rouge résiste et, au prix de très lourdes pertes, parvient à endiguer l'avancée nazie. Le décret de juillet 1942 « Pas un pas en arrière » interdit sous peine de mort toute retraite aux soldats de l'Armée rouge ; le régime soviétique met en scène le récit héroïque du combat, du sacrifice et de la victoire du soldat rouge. Les commissaires politiques au sein de l'Armée rouge garantissent le respect de cette ligne politique face aux officiers militaires. Économiquement, des mesures fortes sont prises pour permettre au pays de se donner les moyens de se battre. Politiquement, le processus de guerre est couronné par la proclamation de la « Grande Guerre patriotique » par Staline. Il fait appel à la mémoire de la résistance russe face à Napoléon. Le pays entre dans une Union sacrée. La propagande joue un rôle essentiel dans la construction de ce récit de la « Grande guerre patriotique », sous le contrôle étroit de Staline.

La victoire devient un motif militaire mais surtout politico-idéologique dans le récit étatique stalinien en direction des peuples. La reconquête militaire des territoires perdus en 1941 et l'avancée soviétique en Europe jusqu'à la bataille de Berlin confèrent à l'URSS une place déterminante, que Staline transforme en capital politique et en récit officiel pour mieux asseoir son emprise et refonder la légitimité politique devant les peuples. La violence de la revanche soviétique sur le terrain s'accompagne d'une traque accrue des traîtres, confiée au NKVD : leurs cibles sont les collaborateurs des nazis, mais aussi tous les opposants au régime, qui sont désormais taxés d'être des nazis – et qui continueront de l'être. Trois conséquences de la « Grande Guerre patriotique » peuvent être identifiées dans le rapport entre l'Etat et ses peuples. En premier lieu, Moscou parvient à faire enregistrer par la communauté internationale refondée l'essentiel de ses gains territoriaux. En deuxième lieu, la période de la « Grande Guerre patriotique » est un moment de dégel dans plusieurs secteurs de la société soviétique. Les arts, sous contrôle de l'Etat, sont largement mis à contribution dans le cadre de l'Union sacrée. La religion, surtout, bénéficie de nombreux assouplissements : l'église orthodoxe sort de sa clandestinité, la hiérarchie orthodoxe se reconstitue tandis que des gestes d'apaisement en direction des musulmans d'Asie centrale sont effectués (mais pas envers l'église catholique, qui reste un adversaire spécifique). Enfin, Staline rend à la nation russe une place prééminente au sein de l'URSS. Si l'idéologie communiste est toujours au cœur du discours officiel, Staline considère publiquement que c'est la nation russe qui a consenti le plus grand effort de guerre et qu'elle doit donc trouver une place prééminente. La russification se (re)niche au cœur du pouvoir de l'Etat. La « Grande Guerre patriotique » permet de créer une nouvelle identité politique de l'Etat. Staline a façonné le peuple soviétique (version officielle) contre les peuples et leurs tentations déviationnistes... avec toutefois de profondes asymétries car Staline, ancien commissaire aux nationalités, a bel et bien maintenu le paramètre des nationalités comme un outil politique de gestion (à géométrie variable) de l'Etat soviétique.

III. L'amitié ébranlée des peuples (1945-1991)

1. L'Etat en quête du peuple... soviétique

Au sortir de la Seconde guerre mondiale, le récit stalinien articulé autour de la victoire et porté par la propagande du régime structure plus que jamais la société soviétique et les représentations collectives de ses peuples. L'encadrement du Parti-Etat s'est renforcé, à l'image des organisations de masse, telles que le komsomol. Staline impose son régime de fer dans les années 1940. Le retour de flamme de l'identité russe accompagne cette ambiance sur fond de guerre froide. Derrière un apparent contrôle social dans un régime totalitaire, le

système s'organise au bas de l'échelle à travers des délégations de la « violence publique » à des supplétifs du système, *de facto* administrateurs de la violence d'Etat au quotidien.

Après la mort de Staline en 1953, le système s'auto-réforme et s'adapte pour durer : c'est la « déstalinisation » qui, par-delà les grands discours au sein du comité central, a des conséquences sur le rapport de l'Etat communiste à son peuple et à ses peuples. La séquence qui va de la mort de Staline (1953) au XX^e congrès du PCUS (1956) est un moment de restauration du rôle du Parti après la personnification stalinienne du système : le Parti s'efforce alors de redevenir la courroie de transmission avec le peuple soviétique. Les différentes réformes de « déstalinisation » culminent au XX^e Congrès du PCUS en 1956 : l'idée est de faire endosser aux yeux du peuple les responsabilités à la personne de Staline pour pouvoir maintenir le système, au prix de quelques aménagements. L'un des premiers est le retour de l'importance du comité central, et à travers lui, de toute une chaîne de négociation à l'intérieur du PCUS. Si Staline appréciait la propagande et le culte de la personnalité, Khrouchtchev a compris l'importance de la communication et des médias pour parler au peuple. Il souhaite montrer un nouveau visage de la société soviétique au monde. Un dégel culturel est entrepris sous contrôle du Parti, à l'image des nouveaux cercles intellectuels ou artistiques qui s'expriment.

La déstalinisation se traduit par un changement d'attitude envers les citoyens, soit à titre personnel soit à titre collectif. Les notions juridiques d'« ennemi du peuple » et de « crime contre-révolutionnaire », qui avaient fait le lit des vagues de répressions politiques, sont supprimées. Khrouchtchev lance toute une série de mesures d'apaisement. Le Goulag ouvre ses portes et de nombreux détenus sont élargis au fil de la décennie 1950. Mais parallèlement, la criminalité et le banditisme augmentent : la lutte contre le « hooliganisme » devient une priorité de l'ordre public soviétique, qui y voit un moyen de « discipliner » la société soviétique (nouvelle vague de dénonciation de l'influence occidentale taxée de décadente). Dans le domaine des nationalités aussi, la déstalinisation affronte certains tabous : les « peuples punis » par Staline, notamment au sortir de la Seconde guerre mondiale, sont réhabilités par Khrouchtchev ; les Républiques et régions autonomes qu'il avait dissoutes sont restaurées. Ce geste d'apaisement fondamental se décline toutefois de manière délicate : le retour de déplacés forcés se heurte aux colons installés du temps de Staline ; les querelles foncières se multiplient.

Le projet communiste survit donc à la personne de Staline ; ses fondamentaux autoritaires en restent les piliers. Mais des politiques d'accommodement se mettent en place à travers tout le Parti et sa chaîne d'encadrement de la société. Si la vie de cadre du Parti s'avérait risquée sous Staline, elle devient plus routinière à partir de Khrouchtchev et sous Brejnev. Elle s'est bureaucratisée. Les cadres du Parti restent les chevilles ouvrières du lien entre l'Etat et le peuple. Désormais l'encadrement au sien du Parti est moins réglé par les complots que par la « *nomenklatura* ». Il s'agit de la liste de postes à pourvoir (« liste » est la traduction littérale) : la nomination dépend du comité central, des comités de régions ou de République du Parti. Dans les faits, c'est toute une chaîne d'arrangements, de corruptions et d'aménagements qui se met en place pour accéder à des emplois. Si l'exemple est donné « par le haut », il se décline au quotidien à tous les échelons de la société : ainsi les comités de région, de République, de villes ou de districts deviennent autant de lieu de micro-tractations socio-économiques, qui contribuent à l'ordre soviétique. À terme, la « *nomenklatura* » désigne les privilèges et leur système mis en place par le Parti. Les « *apparatchiks* » (littéralement les membres de l'appareil), cadres civils du Parti, qui cherchent à gravir les échelons du système par tous les moyens, sont considérés comme des privilégiés d'Etat. L'époque de Brejnev (1964-1982) est considérée comme l'apogée de la « *nomenklatura* » et de ses « *apparatchiks* ».

Paradoxalement, cette politique produit les fruits d'un compromis soviétique qui achève la politique de « *korenizatsia* ». En effet, dans les Républiques fédérées d'URSS, le principe d'après-guerre est de confier la direction du Parti à un binôme : le premier secrétaire est national tandis que le numéro 2 est russe, en charge de la police politique et de la surveillance du premier. À quelques rares exceptions près, dans les années 1950-1960, tous les premiers secrétaires des partis nationaux sont renouvelés et viennent du sérail post-stalinien. Le PCUS leur délègue le pouvoir (avec un contrôleur moscovite en numéro 2), et chaque leader national développe son propre agenda et ses réseaux de clientèle local pour le plus grand bien du Parti. Une série de contrats et de pactes politiques locaux restructurent les territoires qui composent l'URSS, notamment dans les Républiques d'Asie centrale qui voient émerger de petits dictateurs locaux, qui constituent la charnière parfaite entre Moscou et les peuples non-russes. C'est un moyen de contourner la question des nationalités dans le cadre du projet soviétique. On parle alors « d'indigénisation » et de « stabilisation » des élites communistes locales. La raison d'être de ces élites-charnières est de faire du lobbying auprès de Moscou pour obtenir des moyens et lancer des grands projets d'aménagements d'infrastructures de leur République.

Dans les années 1960, la vie quotidienne soviétique a profondément changé : l'Etat est soucieux de garantir un certain niveau de vie, les villes s'agrandissent de manière significative, une culture urbaine se développe : c'est le temps des « *kommounalka* », les appartements communautaires soviétiques. Le niveau éducatif des populations augmente, de l'alphabétisation aux études supérieures, encadrées par tout un ensemble d'instituts dans tous les domaines (des activités ouvrières aux activités intellectuelles). Le taux de production agricole s'améliore mais l'URSS reste dépendante de l'importation du blé américain. Le cycle des insécurités alimentaires n'est pas enrayé. Cet état de fait est accepté (et voulu) par le PCUS qui adoucit les conditions de vie des kolkhoziens, qui cessent d'être des citoyens de deuxième zone.

Sous Khrouchtchev et Brejnev, la langue russe constitue un outil politique qu'ils veulent mettre au service de la construction de la société soviétique. Si depuis 1938 la langue russe est obligatoire dans le système scolaire, peu de citoyens de la RSFSR parlent effectivement russe : à la fin des années 1950, Khrouchtchev revient à la charge voyant en la langue russe le trait d'union des peuples d'URSS : le russe est la langue de la bureaucratie et de la fonction publique. Mais pour faire accepter cette réforme, il offre le choix entre un système d'écoles en russe et un système d'écoles en langues nationales. Les secondes sont nombreuses ancrant un peu plus les mécanismes d'adhésion des familles à l'échelle locale qu'à l'échelle fédérale, car toutes les communautés non-russes s'efforcent de contourner la russification politico-culturelle. Au contraire, le combat pour la langue russe est principalement porté par des nationalistes russes à l'intérieur du système soviétique. Les nationalités restent un enjeu central de l'articulation entre l'Etat et les peuples d'URSS.

À la charnière de ces évolutions, se retrouve la mutation démographique de l'URSS : avec un exode rural d'environ 9 millions de personnes et les fruits de la scolarisation soviétique, la question nationale a quitté le monde rural dans les années 1960-1970 pour s'installer en ville avec les nouvelles populations et les nouvelles élites qui s'interrogent désormais sur le contrat social, et sur le lien entre l'Etat soviétique et le(s) peuple(s), plus seulement au prisme de la lutte des classes comme le veut l'idéologie officielle.

2. Dissidences, société civile et vie quotidienne en URSS : le peuple face à l'Etat

À partir des années 1970, le « peuple soviétique » est de plus en plus visé par les critiques de la « société civile », qui prend forme sans pour autant embrasser les contours de tout le peuple. L'Etat est particulièrement visé par les dissidents qui questionnent des formes de



légitimité qui ne convainquent plus dans un contexte de crise économique du quotidien et de verrouillage de la société de plus en plus contesté après le souffle « 1968 », qui affecte aussi les peuples d'URSS, certes de manière différente.

Les années 1970 introduisent de nouveaux éléments dans le face à face entre l'Etat soviétique et ses peuples, avec un changement de dimension pour la société civile, l'opinion publique en situation brejnévienne – et à terme la dissidence en URSS. Il n'a naturellement pas fallu attendre les années 1970 pour que les chocs de conscience se jouent par rapport à la ligne officielle : mort de Staline et émeutes de Berlin-Est en 1953 ; Budapest 1956 ; Prague 1968. Ce qui change à partir des années 1970 est la constitution d'une société civile au sein des mondes communistes. Le principal virage intervient avec les accords d'Helsinki. Helsinki se compose de trois « corbeilles de négociation » : question de la souveraineté, coopération et respect des libertés. Les deux premiers points permettent à l'URSS de voir les frontières de l'Europe reconnues (notamment celle de la Pologne et la ligne Oder-Neisse, en débat depuis 1945 – permettant par ricochet l'ancrage à l'URSS des territoires conquis sur l'Est de la Pologne en 1939-1940) et ainsi d'assoir formellement son aire d'influence en direction de l'Europe de l'Est jusqu'à la RDA (à la suite de la « théorie de la souveraineté limitée ») ; ce que Moscou n'a pas convenablement anticipé est l'impact de la troisième corbeille : elle est consacrée par le point 7 qui reconnaît le « Respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction. » L'Europe de l'Est est la première cible de cet accompagnement de la société civile qui touche également l'URSS, soit à travers ses Républiques sœurs, soit directement. Le décalage entre la réalité sociale et la propagande – déjà connu des populations – est désormais rendu plus visible encore.

L'exemple le plus célèbre est fourni par l'affaire Alexandre Soljenitsyne : il publie à Paris en 1973 son *Archipel du Goulag* sur fond de débat à Helsinki. Son livre sort clandestinement d'URSS, devient un best-seller en Europe, est lu sur *Radio Free Europe* – bref, il devient un problème pour le PCUS. Pourtant désormais, c'est moins à travers le Goulag (rebaptisé « colonie de redressement par le travail ») qu'à travers des ostracismes disciplinaires que les dissidents sont traités (les intellectuels et artistes dissidents sont notamment reclus dans des asiles psychiatriques ou frappés d'une mesure d'« exil intérieur » pour les isoler). Mais le cas Soljenitsyne pose un problème insoluble aux autorités soviétiques : ils ne peuvent pas l'ignorer ni ne peuvent l'isoler ou l'éliminer tant il a été rendu internationalement visible. En 1974, Brejnev l'expulse à destination de la RFA, son ouvrage devient un symbole de la dissidence et de la (re)naissance d'une opinion contestataire en URSS. L'opinion publique devient un acteur dans le rapport que l'Etat entretient avec son opinion nationale. Toute cette ébullition post-Helsinki concourt à remodeler de nouvelles dynamiques politique. En toile de fond, les agitations dans le bloc de l'Est facilitent les prises de conscience. L'exemple le plus célèbre est Alexeï Sakharov, grande figure de la dissidence soviétique.

Différentes formes de contestation se multiplient dans les années 1970, au sein de la société, nourrissant une conscience publique populaire en URSS. Les contestations les plus invisibles sont les fruits du soft power occidental et des bouleversements post-1968 qui touchent aussi les peuples d'URSS, à travers des éléments de culture matérielle ou immatérielle officiellement interdits en URSS (musique, lectures clandestines, etc.) : face à cela, le système et notamment le KGB luttent contre le « pourrissement » de la société soviétique par la « décadence des mœurs occidentales » (un motif destiné à un bel avenir) et poursuit sa mission de surveillance et de discipline socio-politique, qui apparaît de plus en plus anachronique à la jeunesse dans les années 1980. Elle s'inscrit dans la droite ligne de la lutte contre le « hooliganisme » évoquée précédemment. Une des voies les plus classiques de contestations est la demande d'autorisation de sortie du territoire (notamment sollicitée par les communautés juives – *refusniks* – surveillées par le KGB), avec souvent un passage par l'Europe pour quitter l'URSS. La forme la plus quotidienne reste certainement l'humour populaire soviétique qui tourne en dérision les mensonges et la trajectoire du régime : il met en scène soit l'histoire du Parti, soit

la vie quotidienne et ses pénuries. Celles-ci occupent une place centrale dans une économie asymétrique, où les besoins de la vie quotidienne peinent à être satisfaits mais où le complexe militaro-industriel constitue le réacteur de l'économie lourde. La société soviétique est devenue une société de la débrouille, divisée entre le peuple et les apparatchiks (vus comme des privilégiés). Dans ces conditions, la critique contre la corruption organisée par les cadres du Parti-Etat s'intensifie dans la décennie 1980, alimentant directement les réflexions sur la réforme interne nécessaire : le premier à se pencher sur le sujet est Iouri Andropov (1982-1984), ancien directeur du KGB et protecteur de Mikhaïl Gorbatchev. Dès les années 1970, il s'attaque à la corruption d'Etat qui gangrène l'URSS et frappe à tous les niveaux, jusque dans l'entourage de Brejnev. Dans les années 1980, toute une série de scandales de corruption continuent de traverser la société soviétique. Les efforts d'Andropov et de Gorbatchev restent toutefois moins forts que la logique même du système d'apparatchiks qui règne dans l'ordre soviétique, malgré de fortes purges.

La crise interne que vit la société soviétique est également sensible à travers des catastrophes. Deux d'entre elles l'illustrent dans les années 1980. Le premier exemple est l'accident nucléaire de Tchernobyl en 1986 en République socialiste d'Ukraine : il montre les limites du récit de contrôle des événements par Moscou, en créant la plus importante catastrophe nucléaire connue jusqu'alors (depuis le bombardement militaire de Nagasaki et d'Hiroshima en 1945). Alors que les pouvoirs soviétique et ukrainien font croire que la catastrophe est sous contrôle technique, les réalités sont rapidement connues de l'opinion soviétique et internationale (sacrifices des pompiers ukrainiens et soviétiques, scientifiques soviétiques dépassés, irradiation de l'Europe). Le deuxième exemple, à plus bas bruit mais peut-être plus dévastateur dans les foyers russes, est le retour des « garçons de zinc » tout au long de la décennie 1980 (selon le titre de l'ouvrage de Svetlana Alexievitch paru à Minsk en 1988) : il s'agit du traumatisme du retour des cadavres des soldats soviétiques morts dans la guerre d'Afghanistan, totalement incompréhensible pour les foyers russes (1979-1989).

3. La chute de l'URSS : la défaite de l'Etat ou la victoire des peuples ?

Au milieu des années 1980, lorsque Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir, il a bien conscience des ruptures qui existent entre le peuple d'URSS et l'Etat soviétique. Aussi entreprend-il de refonder ce lien entre le peuple et l'Etat... ouvrant la boîte de pandore du Parti-Etat avec la « *Glasnost* » (transparence), la « *Perestroïka* » (restructuration) et la « *Novoye Myshlenie* » (Nouvelle pensée).

Gorbatchev veut découpler le Parti de l'Etat – décision révolutionnaire – pour que le Parti redevienne une force de proposition politique. Dans le même mouvement, il libéralise l'espace public : la fondation de l'association « Memorial » en janvier 1989 est le geste le plus célèbre. En 1987 le procès de la mafia ouzbek (cadres du Parti ouzbek, enrichis dans le trafic de coton liés aux cercles de pouvoir du Kremlin jusqu'au gendre de Brejnev) constitue l'acmé publique de la « débreynevisation » conduite par Gorbatchev.

Les contestations internes en URSS ont trouvé comme chambre d'écho les remises en causes des régimes communistes en Europe de l'Est : le tremblement des années 1980 et plus particulièrement de l'année 1989 (qui voit la chute de tous les régimes et du Mur de Berlin) a ébranlé la société soviétique. Gorbatchev laisse le bloc de l'Est se « décongeler », refuse d'intervenir et parle de « Maison commune » pour évoquer la collaboration avec l'Europe. Les mouvements de société civile se cristallisent sous différentes formes et dans différentes géographies en URSS : question mémorielle (« Memorial »), question médiatique (Radio écho), question écologique (mobilisation post-Tchernobyl en Ukraine et en Biélorussie), question nationale (qui commence dans les pays baltes). C'est cette dernière qui constitue l'antichambre de nombreuses sociétés civiles et de mouvements de contestation des peuples.



Ce processus de libéralisation aboutit à la révision constitutionnelle de 1988, suivie des élections de mars 1989 (élections à l'échelle de l'URSS) et de celles de mars 1990 (élections par République). À l'issue du vote de 1990, Gorbatchev est élu président de l'URSS (tout en restant secrétaire général du PCUS). Ces élections de 1989 et 1990 sont très importantes dans le rapport entre l'Etat et le peuple car il s'agit des premières élections véritablement démocratiques et pluralistes depuis la création de l'URSS : les élections de 1989 voient l'éclosion de « fronts populaires » dans les Républiques, avec des candidatures hors Parti comprenant des intellectuels – dissidents ou non – qui ont œuvré à l'évolution du climat politique, et début 1990 le multipartisme est officialisé. Le PCUS n'a plus le monopole des candidatures (tout cela justifie que la victoire de Gorbatchev ait un sens politique et pas seulement protocolaire). L'article 6 de la constitution portant sur le rôle de dirigeant du Parti est aboli. Le PCUS a perdu son rôle de contrôleur politique. Gorbatchev révolutionne le rapport entre l'Etat et le peuple en liquidant le rôle historique du Parti et en l'actant avec les élections de 1989-1990. Mais entre-temps, d'autres dynamiques sont venues télescoper la trajectoire des réformes internes voulues – et tout particulièrement la question des nationalités, tant dans les périphéries de l'URSS que dans le centre moscovite.

Le débat porte en deux temps sur la souveraineté des peuples – qui se traduit par la primauté des lois de chaque République (c. 1989-1990) – puis sur l'introduction du débat sur l'indépendance (c. 1991), tant dans les Républiques de la périphérie... que par le Centre moscovite – et c'est bien ce point qui était inattendu pour Gorbatchev. Pour comprendre ce mouvement, il faut l'inscrire dans la chronologie électorale de 1989-1990 : en 1989, les « fronts populaires » ont permis d'introduire dans le débat public la question du peuple au prisme de la nation et de sa souveraineté face à l'URSS ; en 1990, l'élection du soviet suprême et du président de chaque République fédérée a introduit le débat sur le conflit entre les lois fédérales soviétiques et les lois particulières de chaque République. Ce calendrier trace le cadre et les conditions de l'expression de la souveraineté (primauté des lois nationales sur les lois fédérales) puis de la revendication d'indépendance pour certaines Républiques.

Dès 1988, les pays baltes s'emparent du débat autour de leur souveraineté puis de leur indépendance sous l'influence du voisinage européen : en novembre 1988, le soviet d'Estonie déclare la souveraineté nationale, suivi par celui de Lituanie. Le 23 août 1989, une gigantesque manifestation baptisée la « voie balte », une chaîne humaine allant de Vilnius à Tallin, incarne le peuple balte qui revendique son indépendance. En 1990, l'Estonie et la Lettonie proclament leur indépendance ; tandis qu'en 1991, les forces spéciales soviétiques interviennent en Lituanie. Les pays baltes ouvrent le débat sur les souverainetés nationales.

Dans le Caucase, deux principaux foyers de tensions nationales se réveillent : les deux principaux que Staline avait voulu étoffer (la question géorgienne et la question arménienne). De manière plus inattendue, l'Asie centrale est affectée par ces réveils nationaux et souverainistes. Les PC locaux conservent le contrôle politique des peuples. Il en est de même en Ukraine et en Biélorussie, où Moscou a redouté une contagion européenne : un effort tout particulier est entrepris en Ukraine pour résister aux mouvements de la société civile portés par d'anciens dissidents rejoints par des militants nationalistes ou écologiques qui se fédèrent dans le mouvement du « Roukh ». Face à cette pression, le PC ukrainien joue la carte nationale pour ne pas se faire déborder, et le pays s'engage sur une cote mal taillée : rester un PC sous le contrôle de Moscou tout en activant la carte nationale à l'heure des revendications de souveraineté ? Surtout si Moscou vient à faire défaut...

Car c'est depuis le centre russe et moscovite que le tremblement final va intervenir. Partisan des réformes, Boris Eltsine est nommé à la tête du Parti de Moscou. Son franc-parler et sa personnalité en font un critique sévère de la ligne du Parti et une figure attirante pour de nombreux contestataires – au premier chef Andreï Sakharov. Au lendemain des élections de

1989, Eltsine crée un « groupe inter-régional ». Il fonde sa popularité sur la question de la souveraineté russe, en faisant valoir que la Russie en tant que peuple a beaucoup donné et finalement peu reçu de l'URSS. Il quitte le PCUS. Dès lors il introduit un conflit entre la réforme du système soviétique proposée par Gorbatchev et la revendication nationale russe qu'il entend incarner. Elu président de la Russie aux élections de 1990, le premier grand geste politique d'Eltsine est de proclamer la souveraineté de la Russie et la primauté des lois russes sur les lois soviétiques. Dans la foulée, il soutient les aspirations souverainistes de toutes les Républiques périphériques et fédérées, et le dit publiquement. A ses yeux, le délitement de l'URSS doit permettre de retrouver le peuple et la nation russes. Le référendum sur le traité de l'Union en mars 1991 est un succès (77 % de « oui » au traité soviétique), mais il cache mal les autres dynamiques qui lézardent la Fédération soviétique. L'année 1991 consomme le rêve d'un peuple soviétique : le putsch raté d'août 1991 affaiblit Gorbatchev et positionne Eltsine comme le nouvel homme fort. Dans les jours qui suivent du mois d'août, le PCUS est suspendu, le comité central est dissous et tout un ensemble de Républiques fédérées proclament leur indépendance. En décembre, l'URSS est dissoute – elle laisse place à la Communauté des Etats indépendants (CEI). Symboliquement, le jour de Noël 1991, Gorbatchev démissionne et Boris Eltsine devient président de la Fédération de Russie. Les peuples s'expriment désormais contre l'Etat soviétique (y compris les Russes) pour s'incarner en tant que nations.

L'Etat face aux peuples de la Russie et de l'URSS a posé plusieurs questions socio-politiques sous forme de poupées russes : la capacité à décrire la variété des peuples qui vivent sous l'autorité de l'Etat tsariste puis soviétique ; l'enjeu de la représentation de ces peuples mais aussi de la légitimité politique à incarner ces peuples avec toute la part d'idéologie et de liturgie politique ; et enfin la question brûlante et à terme fatale des nationalités dans un système impérial puis fédéraliste. L'empan chronologique est le fruit de l'historiographie la plus récente qui interroge désormais l'Etat et les peuples par-delà la césure de 1917 et le surpoids d'analyse idéologique qui a prévalu jusqu'alors par rapport à l'URSS. Le sujet met en lumière le rapport dialectique entre Etat et peuples, le rapport de forces, de contrôle, de compromis ou encore de subversion qui s'opère entre ces deux champs politiques... sur fond d'enjeux permanents de modernisations, politique, sociale ou économiques face aux grandes mutations de l'Etat, de la défaite de Crimée à la chute de l'URSS.

